

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC

Construction de 12 logements individuels

rue des Vignes

57155 MARLY



DEKRA conseil HSE
Parc de l'Observatoire
10 rue de Saulnois
54520 LAXOU

Tél. 03.20.16.33.94
Fax

Affaire n° : 54087572

Coordonnateurs SPS

BERTRAND HUVET
Réalisation : YANNICK OTTO

Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
21/10/2024	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique	6
• Description synthétique de l'environnement	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	6
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	7
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage	7
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....	8
Description de l'environnement et des servitudes.....	8
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins	8
• Par rapport aux piétons	8
• Par rapport aux établissements en activité	8
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier	8
Description de l'ouvrage à bâtir.....	8
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	9
• Amiante.....	9
• Plomb.....	9
• Transformateurs.....	9
• Eléments radioactifs.....	9
• Installations aéro-réfrigérées	9
• Matériaux contaminés	9
Accès au chantier	9
• Véhicules et personnel	9
• Points particuliers.....	10
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	10
• Affichage.....	10
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	10
• Constat d'huissier.....	11
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	11
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	11
Installations de chantier	12
• Plan d'installation de chantier.....	12
• Recherche des zones d'installation du cantonnement	12
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier :	12
• Clôtures	13
• Affectation des installations de chantier.....	13



• Dimensionnement du cantonnement.....	13
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	13
• Secours.....	13
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	14
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	14
• Infrastructures de chantier.....	14
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges	14
• Protections collectives.....	14
Autorisations administratives et démarches diverses	14
Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier	15
Travaux présentant des risques de chute de hauteur.....	15
Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques	15
Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	16
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	17
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	17
• Généralités.....	17
• Circulations des piétons	17
• Circulations horizontales et verticales.....	17
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage.....	18
• Généralités.....	18
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :.....	18
• Vérification des appareils et des accessoires de levage	18
• Autorisation de conduite.....	18
• Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement	19
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	19
• Approvisionnements.....	19
• Magasins et aires de stockage et d'entreposage	19
Protections collectives	20
Travail en hauteur	21
• Echafaudages :	21
• Treuils, consoles et autres moyens de levage rapportés :	22
Installation électrique de chantier	23
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	24
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	25
Respect des contraintes du site	25
• Horaires de chantier imposés.....	25
• Horaires et contraintes de livraisons.....	25
Site en exploitation	25
• Risque incendie.....	25
• Evacuation des personnes en cas incendie.....	25
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	25
SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES	26

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	27
Nettoyage du chantier	27
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	27
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	27
• Evacuation des déchets	27
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	27
• Matières et substances dangereuses	27
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	28
Démarche environnementale, tri des déchets.....	28
• Objectifs.....	28
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	29
Organisation des secours.....	29
Sauveteurs secouristes du travail (SST)	29
Infirmier.....	29
Dispositions en cas de travail isolé	29
Risque incendie	30
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....	31
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	31
Visite d'inspection commune.....	31
Etablissement d'un PPSPS	32
Diffusion des PPSPS.....	32
Observations du coordonnateur SPS.....	32
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	33
Mise à jour du PGC	33
Sous-traitant	33
Travailleurs Indépendants	33
Travail dissimulé.....	34
Prêt de main d'oeuvre	34
Recensement des accidents du travail	34
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....	34
Annexe(s).....	35
• Annexe 1 - Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	36
• Annexe 2 : Rappel des Principes Généraux de Prévention.....	37
• Annexe 3 : Textes Réglementaires (Extrait du Code de Travail).....	38
• Annexe 4 : Appel en cas d'accident.....	39
• Annexe 5 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements.....	40

Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Le coordonnateur SPS exclura du chantier toute entreprise intervenante n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis son plan particulier de protection de la santé (PPSPS).

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet

Ce projet concerne la construction de douze pavillons, six T5 et six T4.

Les bâtiments sont constitués de :

- Un rez de chaussée sur la totalité du bâtiment + un R+1.

Au RDC : Garage, Séjour/cuisine, cellier,

Au R+1 : quatre chambres pour le T5 avec SDB et 3 chambres pour le T4.

- Toiture à pan unique

Les travaux seront exécutés en lots séparés.

Situation géographique

Le projet de construction se situe dans la rue des vignes 57155 MARLY à proximité d'un cimetière et un établissement pour adultes handicapés « Les tournesols ».

Description synthétique de l'environnement

Le projet est situé dans une zone pavillonnaire, à faible circulation piétonne et routière et à proximité de lieux de travail et d'habitations fréquentées.

Les travaux vont être réalisés à proximité immédiate d'un établissement public départemental pour adultes handicapés « Les tournesols » en activité, dont il convient de respecter l'environnement et la tranquillité.

Chaque entreprise devra donc, sous la responsabilité de l'entreprise générale, prendre toutes les dispositions afin de réduire les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles que pourraient engendrer les difficultés d'accès, le bruit, la fumée, les poussières etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 18 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux n'est pas encore fixé .

Selon le planning fourni par les travaux auront lieu entre le trimestre 20... et fin 20.....

INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION**Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

COOPERATIVE HLM LE NID 26 Bd du 21e Regiment D Aviation 54000 NANCY	M Lorry MAIRE	+33 3 83 36 42 20 +33 3 83 35 02 28 technique@le-nid.fr
---	---------------	---

Maître d'oeuvre

BURO 3 6 rue du Pont Moreau 57000 METZ	M Anthony LICOURT	0354737071 0354737073 a.licourt@buro3.eu
--	-------------------	--

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS LORRAINE Parc de l'Observatoire 10 rue de Saulnois 54520 LAXOU	Titulaire : C : BERTRAND HUVET R : YANNICK OTTO Suppléant : C : R :	03.20.16.33.94 yannick.otto@dekra.com
--	--	--

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT ALSACE MOSELLE

19 rue du Cambout 57000 METZ	M. RIPPLINGER	03 87 66 86 22 03 87 55 98 65 patrick.ripplinger@carsat-am.fr
---------------------------------	---------------	---

DIRECCTE LORRAINE

Cité Administrative 1 Rue Chanoine Collin BP 61011 57036 METZ CEDEX 01	MMe Delphine BIJOU	03.87.56.54.65 03.87.56.54.62 delphine.bijou@dd-57.travail.gouv.fr
---	--------------------	--

O.P.P.B.T.P Comité Régional du Nord Est

71 rue des Cinq-Piquets 54000 NANCY	M. PEDUZZI Gérald	03.83.20.20.03 03.83.20.96.80 gerald.peduzzi@oppbtp.fr
--	-------------------	--

Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC simplifié la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins

L'opération se situe dans une Zone de faible activité résidentielle et commerciale. Une attention toute particulière sera portée sur les protections à mettre en place afin de délimiter et signaler le chantier. Si empiètement sur la voie public il devrait y avoir, alors il faudra séparer les flux entre les riverains et les intervenants sur le chantier et faire les demandes au préalable.

Chaque entreprise devra prendre toutes dispositions afin de réduire les gênes imposés aux utilisateurs et usagers, notamment celles que pourraient engendrer les difficultés d'accès, le bruit, la fumée, les poussières etc....

Respect stricte des consignes pour les accès, la circulation des véhicules, les emplacements, pour le cantonnement et les approvisionnements durant la réalisation des travaux.

Par rapport aux piétons

Les zones piétonnes existantes aménagées en périphérie des futurs pavillons ne seront pas condamnées. Afin d'éviter tout passage de personnes dans la zone de chantier, des barrières de chantier assureront la fermeture de celui-ci.

L'entreprise titulaire veillera à ce que les entrées et sorties ou la circulation des véhicules se fasse, si nécessaire, sous la protection d'un chef de manœuvre qualifié.

Les piétons auront la priorité au voisinage des entrées et sorties du chantier. Les entreprises prendront toutes les mesures appropriées afin de garantir une protection maximale de ceux-ci par rapport aux travaux engagés.

Par rapport aux établissements en activité

Le balisage du chantier sera à étudier par le titulaire du lot qui devra être « validée » par le Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS.

Pour toute tâche à flamme, **un permis feu** pourra être demandé en accord avec le Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, ainsi que le respect de toutes les dispositions réglementaires de prévention d'incendie.

L'entreprise générale aura obligatoirement, pendant toute la durée des travaux de maintenir en place une signalétique de chantier en bordure des accès de livraisons et d'évacuations.

Autorisation de Voirie et Arrêtés de Restriction de Circulation à obtenir **au préalable** de la part des services gestionnaires des voies concernées : Commune de Marly.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier

Le fait que le chantier se trouve sur un site privé ne dispense pas les entreprises de s'assurer de la présence de réseaux existants à conserver ou à dévier.

Les DICT devront donc être faites, en temps et en heure, auprès des organismes concernés et des services techniques avant tout démarrage de travaux et une réponse de leur part.

Les entreprises titulaires des lots techniques prendront connaissance des réseaux existants par l'intermédiaire des D.I.C.T. à déposer auprès de chaque concessionnaire.

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Ce projet concerne la construction de 12 Pavillons pour le compte de NID.

Dans le respect du règlement de PLU, des recommandations urbaines et architecturales

Les travaux sont répartis en lots captifs chapeauté par un Maître d'œuvre comme suit :

- Installation de chantier
- LOT N°01 : Gros Œuvre



- LOT N°02: Charpente, couverture, zinguerie
- LOT N°03 : Façades
- LOT N°04: Menuiseries extérieures
- LOT N°05: Serrurerie
- LOT N°06: Plâtrerie, faux-plafonds
- LOT N°07: Menuiseries intérieures
- LOT N°08: Peinture
- LOT N°09: Carrelages-Faïences, chapes
- LOT N°10: Revêtements sols stratifiés
- LOT N°11: Chauffage - VMC
- LOT N°12: Plomberie
- LOT N°13: Electricité-Courants forts-Courants faibles

La zone des futurs pavillons est desservi est accessible par l'accès principal par la rue des vignes à Marly.

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Le projet concerne la construction de douze pavillons sur un terrain en friche. De ce fait, il n'est pas recommandé de joindre au présent PGC et au dossier de consultation des entreprises les résultats des travaux de décontaminations et de curage du site.

Il est recommandé l'élaboration de sondage du sol afin de déterminer la présence ou non de sols pollués, avant le démarrage des travaux de terrassement.

Rappel : Etudes de sol – L'interlocuteur principal concernant les études de sols (demandes et planification)

Amiante

Sans objet.

Plomb

Sans objet.

Transformateurs

Sans objet.

Éléments radioactifs

Sans objet.

Installations aéro-réfrigérées

Sans objet.

Matériaux contaminés

Sans objet.

ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fera par la rue de vignes à Marly 57155.

Durant la phase de préparation de chantier un plan de circulation sera mis au point par l'entreprise titulaire GO (Entreprise générale) et sera soumis à l'approbation du MOA, du MOE, du CSPS.

Les accès du personnel au chantier et aux cantonnements seront clairement indiqués sur les plans d'installation des chantiers.



Un balisage des cheminements piétons sera mis en place et maintenu pendant toute la durée des travaux par l'entreprise générale.

Nécessité pour l'entreprise mandataire :

- d'aménager un accès et un emplacement spécifique à l'intérieur de la zone close de chantier pour le déchargement des approvisionnements de chantier. **(Sans gêner la manœuvre des autres véhicules)**
- de prévoir la séparation des flux de chantier entre les personnels et les livraisons.
- de maintenir en parfait état de propreté l'accès au chantier pour l'accès éventuel des secours.
- une liste par entreprise devra être remise au MOA pour tout le personnel accédant au chantier.

Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises pourra se faire sur les aires de stationnement publiques aux abords du chantier, dans le respect de la réglementation de la ville.

Les demandes d'emprise sur voirie seront à effectuer auprès de la ville de Marly.

Fléchage - Signalétique d'accès

L'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise depuis l'accès afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de l'entreprise générale

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse.

L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locaux, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques,...) devront être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.

L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

CONTRÔLE DES ACCES :

- Mise en place d'une tenue avec identifiant personnel,
- Horaires d'ouverture/fermeture du chantier,
- Badge d'accès personnel, avec le nom des entreprises (traitante et sous traitante),
- Clôture infranchissable + portail(s) + portillon (s),
- Signalétique chantier réglementaire,
- Registre des entrées sorties,
- Définition des conditions d'accès des visiteurs,

Demande au MOE/MAO de la liste des entreprises agréées avec mise à jour chaque fois que nécessaire par le biais du CR MOE,

Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise générale aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier feront l'objet de ce constat qui sera à la charge du lot.

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

EPI normales :

Obligation pour les toutes les entreprises de fournir à leurs personnels les équipements réglementaires de protections individuelles adaptés aux travaux à réaliser et obligation pour les responsables de ces entreprises de veiller au respect du port régulier de ces équipements sur les postes de travail.

Le personnel intérimaire devra aussi être muni de ces équipements individuels de protection.

Nous rappelons que le port de certains équipements de protections individuelles est une obligation notamment pour les interventions de courtes durées en élévation, cependant les entreprises concernées devront en priorité privilégier dans leur méthodologie de travail la mise en place des protections collectives réglementaires sur les postes de travail et les accès.

EPI spécifiques :

Les entreprises concernées par les travaux spécifiques, dont les travaux à risques particuliers, seront tenues de fournir à leurs personnels (qualifiés et aptes aux postes de travail qu'ils doivent occuper) les E.P.I. spécifiques prévus par la réglementation notamment :

- pour les travaux à risques spécifiques exposant le personnel à des risques de chutes de hauteur.
- pour les travaux à risques spécifiques exposant le personnel à des risques électriques.
- pour les travaux à risques spécifiques exposant le personnel au contact de matériaux ou de produits classés dangereux (amiante, plomb, etc...).
- et de façon plus générale pour tous travaux classés en tant que «travaux à risques particuliers ».

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.

Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisé suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis la voirie	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT GO
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis l'extérieur	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT GO
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant : comptage général de chantier à mettre en place.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT GO
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Réseau existant avec un comptage à mettre en place	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT GO



Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Evacuation des eaux usées	Sur réseau existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	LOT GO

Emprise sur rue devant le bâtiment envisageables pour les livraisons, sauf si la base vie est installée sur voirie (le stationnement livraison interdit sur chaussée) : Neutralisation stationnement et largeur maximale à définir (environ 3m),

Les demandes d'emprise sur voirie seront à effectuer auprès de la ville de Marly.

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation des chantiers sera établi par l'entreprise titulaire du Lot GO (Entreprise générale), après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement

Les plans d'installation des chantiers préciseront :

- L'implantation des locaux de cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu (exemple : système étanche d'évacuation des eaux usées).
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- Descriptif du système anticollision et/ou du système de gestion des interférences si nécessaire.

Travaux préparatoires à l'installation de chantier :

Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de : électricité, eau, évacuation seront réalisés en phase préparation des travaux.

L'Entreprise désignée assurera la mise en place des équipements complémentaires réglementaires du cantonnement.

Elle assurera l'entretien des locaux (nettoyage quotidien), pendant toute la durée du chantier.

Tout comme l'installation de clôtures, ces installations devront, obligatoirement, être mises en place **avant tout autre travaux ou interventions** sur site.

L'entreprise chargée du cantonnement assumera la prise en charge des **consommables** (papiers hygiénique, essuie-mains, savon, etc ...), ainsi que des **consommations** s'y rapportant.

L'entreprise chargée du cantonnement équippa l'ensemble des locaux de cantonnement, des **moyens de lutte contre l'incendie** (extincteur à poudre, etc ...).

Si l'entreprise chargée du cantonnement, choisit de **faire évoluer sa capacité d'accueil**, tout au long du chantier, plutôt que de le dimensionner, dès le début du chantier, en rapport de l'effectif prévisionnel maximum, il ne pourra être prétexté la non fourniture, par le Maître d'œuvre ou par les entreprises utilisatrices, des prévisions d'effectifs, comme obstacle aux extensions à prévoir.

Toutes les dispositions projetées sont à soumettre à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

IMPORTANT :

En application de la loi du 10/01/91 - loi Evain -, et de son décret d'application du 29/05/92 (remplace le décret n° 77/1042 12/09/77), concernant la lutte anti-tabac, il sera **interdit de fumer** à l'intérieur des locaux de cantonnement ; et tout particulièrement en salle de réunion et réfectoire.

En outre, la loi prévoit, au besoin, de mettre à disposition des fumeurs, un local approprié. Cette disposition sera complétée par la mise en place d'une signalisation appropriée dans les locaux.

Un **téléphone** fixe, d'urgence, sans pièce, ni carte, doit être prévu. Le local où il sera installé devra être rendu accessible à tous en permanence, sans difficulté, ni procédure ou recherche fastidieuse, durant les heures travaillées.

Clôtures

Le chantier sera entièrement clos et interdit au public. Des clôtures seront mises en place à la charge de l'entreprise générale.

Sur ces clôtures seront affichés des panneaux « Chantier interdit au public »

Les entreprises réalisant les clôtures auront à leur charge les portails avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou les déplacements éventuels des clôtures dans le cadre de modification de l'emprise des zones des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	LOT GO	LOT GO
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	LOT GO	LOT GO
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	LOT GO	LOT GO
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	LOT GO	
Vestiaires, réfectoires suivant effectifs	LOT GO	LOT GO
Coffrets de distribution électrique de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment) et installation d'éclairage provisoire	LOT GO	LOT GO
Consignes d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	LOT GO	LOT GO
Evacuation des déchets des locaux communs.	LOT GO	LOT GO
Pas de Bennes à gravats pour l'évacuation des déchets. <u>Chaque entreprise est responsable de ses propres déchets.</u> Les gravats et débris seront évacués selon la réglementation en vigueur En cas de non respect de la propreté du chantier l'entreprise générale devra réaliser le nettoyage du chantier et les frais seront imputés aux entreprises responsables si elles sont identifiées ou au compte prorata dans l'impossibilité de déterminer les responsables. Le maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS auront autorité pour ordonner le nettoyage du chantier	Tous corps d'état	Tous corps d'état

Dimensionnement du cantonnement

Les cantonnements seront dimensionnés en fonction des effectifs de pointe des chantiers.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des **extincteurs portatifs** dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.

Secours

Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans le bureau de chantier et tous les chefs d'équipes de tous les corps d'état devront être équipés de téléphone portable.



L'Entreprise générale fera son affaire la présence d'un sauveteur secouriste de travail pour tous les 20 personnes sur chantier. Un sauveteur secouriste de travail identifiable devra être présent en permanence sur le chantier.

Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

<i>Nature de l'intervention</i>	<i>Réalisée par</i>	<i>A charge</i>
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	LOT GO	LOT GO
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	LOT GO	LOT GO

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

Infrastructures de chantier

Le titulaire du LOT GO aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du marché devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La recommandation CNAMTS R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), édition décembre 2009, sera appliquée.

Protections collectives

Le titulaire du marché LOT GO aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

Leur mise en place doit intervenir au fur et à mesure de l'avancement des travaux (gardes-corps et lisses provisoires, rebouchage de trémie, escaliers provisoires, platelage sur trémies....) et les maintiendra pour tout les corps d'état.

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par le Lot</i>
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail ; CRAM et OPPBTP	Entreprise générale, Gros œuvre, Fondations
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires Autorisations de coupures sur réseaux existants	Ensemble des concessionnaires Services Techniques de la mairie du 5 ^e	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages enterrés.
Autorisation pour travaux sur les voies de circulation	Services techniques de la voirie	Lot concerné
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Mairie de 18 ^e arrondissement de Paris	Entreprise générale LOT GO
Autorisations administratives diverses	Services techniques concernés	Lot concerné

Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « **Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers** », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
* l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement... Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état

TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS A DES SUBSTANCES CHIMIQUES OU A DES AGENTS BIOLOGIQUES

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Application de résines polymères sur mur, lavage des surfaces murales, travaux préparatoires annexes, flocage / Risques liés à la toxicité des produits chimiques employés	Respect des consignes énumérées dans la fiche de données de sécurité. Suivant les cas : ventilation des locaux, port des EPI adaptées. Travaux à réaliser sans aucune coactivité - L'entreprise titulaire ou mandataire doit : - Faire une analyse par phase d'intervention, - Déclarer respecter les obligations réglementaires liées à la présence de plomb dans les matériaux, - Rédiger une note sur le nettoyage du chantier, - Rédiger une note sur les protections de la zone de chantier, les dispositions prises vis-à-vis des occupants	Tous les Lots



<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
	<p>de l'immeuble et de l'environnement,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablir deux tableaux indiquant : <ol style="list-style-type: none"> 1. L'organisation du chantier avec les heures de travail, 2. le temps nécessaire pour la mise en place des protections et leur dépose, 3. la circulation spécifique des occupants et des intervenants organisant l'inaccessibilité des zones réservées au chantier (phases dangereuses), 4. le calendrier prévisionnel indiquant le temps nécessaire au traitement par zone, - Informer le public et les occupants, - Appliquer les mesures de prévention obligatoires : <ol style="list-style-type: none"> 1. Aspirer systématiquement les poussières avec un aspirateur équipé de filtres à très haute efficacité (pour les petites quantités de poussières, préférer un nettoyage à l'humide) ; 2. Porter des équipements de protection (vêtements, gants, appareil de protection respiratoire) ; 3. Ne pas boire, fumer, manger, mâcher du chewing-gum sur les lieux de travail ; 4. Se laver le visage et surtout les mains avant les pauses et la sortie. 	

TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION SUPÉRIEURE À LA TBT ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE LIGNES ÉLECTRIQUES

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation	<p>Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.</p> <p>Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité.</p> <p>Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.</p> <p>Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.</p>	Lot électricité

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès aux zones chantier, des véhicules particuliers est interdit .

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par l'entreprise titulaires du Lot principal

Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis-à-vis des travaux à effectuer, drainés, maintenus propres et mèneront directement à l'extérieur des chantiers.

Circulations horizontales et verticales

L'entreprise titulaire du LOT GO fera figurer en complément, sur le plan d'installation de chantier ou sur un autre document graphique, en concertation avec le Coordonnateur SPS :

- L'organisation du trafic des circulations des véhicules et des piétons au sein et abords du chantier.
- L'emplacement d'une zone dite « zone tampon » qui accueillera les véhicules en attente de chargement et de déchargement.
- Les circulations horizontales et verticales du personnel et des approvisionnements du chantier.
- Les extensions de plates-formes pour permettre la circulation des échafaudages roulants et des élévateurs de personnel.

Un responsable sera nommé pour la gestion et la mise en application des dispositifs de sécurité arrêtés. Celui-ci sera chargé de la maintenance de ces derniers et des nettoyages nécessaires pour assurer et maintenir une sécurité maximale.

Les circulations seront éclairées, elles devront être dégagées en permanence, aucun matériel ou matériau ne devra y être entreposé.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adaptée aux différentes configurations du chantier seront établis lors de la phase préparation du chantier	Entreprise générale lot GO
Aménagements des entrées dans le bâtiment	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none">- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel	Entreprise générale lot GO
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none">- Protection provisoire fixée en retrait sur l'emmarchement ou sur palier- Protection définitive fixée sur le limon	Entreprise générale Lot GO

CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités

Les entreprises tiendront compte dans leur installation d'engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM R445.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	Les entreprises concernées

Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc....) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 35 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc....).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	Entreprise générale lot GO
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés	Tout corps d'état

Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Magasins et aires de stockage et d'entreposage

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux).

Pour les réservations, les entrepreneurs des lots devront mettre en place des dispositifs d'obturation arasant les planchers (platelages).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	Entreprise générale lot GO
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot concerné : - escaliers - balcons	Entreprise générale lot GO
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	En cas de manquement de la consigne, la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser au lot GO la remise en place des protections collectives, et les frais seront imputés aux entreprises défailtantes	Tout corps d'état

TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	Tout corps d'état

L'usage des échelles comme poste de travail sera strictement interdit sur le chantier.

L'utilisation d'une échelle est réservée à l'accès à un niveau supérieur à condition d'être attachée en tête et en pied et de dépasser le niveau à atteindre d'au moins 1m.

Echafaudages :

La **sécurité anti-chute de personne et d'objet au droit des façades et toitures** sera assurée par échafaudages de pied équipés de façon appropriée et mis en place par l'entreprise titulaire.

Les **échafaudages** doivent être conformes aux normes en vigueur, installés par un personnel compétent et d'un modèle agréé dit : « à montage en sécurité » (recours non nécessaire au harnais de sécurité).

L'entreprise installatrice remet au Coordonnateur Sécurité les attestations trimestrielles de contrôle s'y rattachant.

Les **échafaudages mobiles** devront respecter les recommandations de l'O.P.P.B.T.P. en outre, en termes de stabilité, d'accessibilité et de protection.

En cas de besoin, et notamment dans les cas de grande hauteur, de difficultés d'accès, ou de charge à manutentionner incompatible avec l'équipement précité, le recours à un élévateur à nacelle adapté aux travaux concernés et aux charges à manutentionner, sera obligatoire.

Les **échafaudages** utilisés pour les murs de grande hauteur devront être dûment arrimés et équipés de façon à pouvoir s'opposer au risque de chute de personnel de par et d'autre des murs à créer, à quelque niveau que ce soit.

Ces échafaudages devront être équipés, à tous niveaux de travail, de recettes à matériaux, distinctes des planchers de travail et de circulation pour ne pas réduire la largeur dévolue à ceux-ci, et équipées de moyens de levage sécurisés, garantissant le maintien permanent des protections collectives anti-chute de personne, dont l'échafaudage sera équipé.

En sus de leurs équipements réglementaires propres, les **échafaudages de pied** sont équipés des protections adaptées aux risques encourus par les personnels de chantier et par les tiers ; à savoir : éventails, filets micro - mailles, bâches, clôtures de pied, protections anti-heurt (en zones piétonnes), écrans de 1m50 de haut (ou plus : selon positionnement altimétrique des zones circulables contiguës) sur planchers supérieurs de circulation, auvents sur accès aux bâtiments contigus, etc.

Des **adaptations** appropriées sont prévues en rapport des contraintes architecturales et environnementales du site où il est installé, de façon à garantir une sécurité optimale, à tous niveaux, contre la chute de personne et d'objet (notamment au droit des toitures, balcons, corniches et autres ouvrages où il s'intègre).

Dans tous les cas de figure, l'ensemble des dispositions sécuritaires est à la charge de l'entreprise installatrice.



L'entreprise ayant en charge la mise en place d'échafaudages, devra obligatoirement prévoir, à sa charge (ou par le biais de sous-traitance à des entreprises dûment spécialisées) des **moyens de levage mécanisés**, permettant d'assurer tous les approvisionnements et évacuations T.C.E., vers et depuis les toitures et façades, en continuité, durant tout le chantier (monte-charge, grue mobile, élévateur à fourches, monte - matériaux, bras de déchargement de camion, ...).

Elle y affectera un personnel compétent, qui sera seul habilité au maniement de l'appareil.

Si des **travaux en surélévation** doivent s'effectuer à proximité (selon cas) de rives de planchers, balcons, loggias ou toitures protégés, des dispositifs devront être prévus pour s'opposer au risque de chute du personnel au-dessus des protections collectives existantes, ou au risque de renversement des plates-formes de travail, côté vide.

Treuiis, consoles et autres moyens de levage rapportés :

Les projets d'installation de **treuiis, consoles et autres moyens de levage rapportés**, prenant appui sur la structure d'un ouvrage, sont à communiquer, pour accord préalable, au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

Tout comme ceux des échafaudages suspendus, ils doivent préciser les modes de fixation, les charges à déplacer et les efforts exercés sur la structure.

Un avis d'un Bureau de Contrôle agréé sera exigé, concernant les reprises de charges sur la structure du bâtiment.

Les postes de réception haute et basse sont dotés d'équipements donnant toute garantie de sécurité pour les opérateurs et pour les tiers.

Si, pour les équipements cités dans le présent chapitre, une **demande d'autorisation** doit être faite auprès de services compétents, une copie de la demande et de la réponse obtenue devra être adressée au Coordonnateur S.P.S..

Dans tous les cas de figure, l'ensemble des dispositions sécuritaires est à la charge de l'entreprise installatrice.

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur du lot électricité assurera les branchements depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier. Depuis ce tableau seront réalisés par la même entreprise :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière, ...) ;
- l'installation d'éclairages provisoires des circulations extérieures

Depuis ce tableau seront également réalisés par le lot n° 04 :

- l'installation des coffrets électriques de distribution : au minimum 2 par niveaux dans chaque bâtiment
- l'installation d'éclairage provisoire des circulations intérieures aux bâtiments

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot GO
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 - Prises de protection IP 447 incassable - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 - Projecteur LED conformes à la norme NF EN 62471/10 	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - Les cheminements et circulations extérieurs - Cage d'escalier 	Lot GO
	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> - les escaliers et circulations intérieures 	Lot GO
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	Tout corps d'état

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées. En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires d'ouverture du chantiers pour les jours ouvrés du lundi au vendredi devront être précisés en accord avec la Maîtrise d'œuvre.

Nous attirons l'attention de l'entreprise titulaire du lot principal (entreprise générale) sur le fait qu'elle sera responsable de l'ouverture et de la fermeture du chantier, dès leur intervention et sur décision du maître d'œuvre.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

Prendre en considération la vie du quartier notamment les circulations piétonnes des habitants des résidences voisines, ainsi que la présence d'une mosquée très fréquentée le vendredi (fermeture d'une tranche de la rue à partir de 11h00 jusqu'à 14h00).

SITE EN EXPLOITATION

Sans Objet. Les travaux seront réalisés en site inoccupé. Les zones de travaux seront isolées.

Cependant lors des travaux bruyants, Il sera demandé aux entreprises de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent pour les riverains.

Risque incendie

Le MOA/MOE pourra demander s'il le souhaite l'établissement d'un permis de feu en particulier pour la deuxième phase de travaux, pour tout travail de soudage, Utilisation de matériel provoquant des étincelles ou travaux par point chaud.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon,

il n'y aura aucune coactivité pendant l'utilisation de produits à risques.

Evacuation des personnes en cas incendie

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement, ...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers et la circulation des personnes.

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des circulations et accès, ou des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

SUJETIONS LIEES A LA PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Maladies Professionnelles :

Les maladies professionnelles sont listées dans les tableaux de l'annexe III à l'Article R 461-3 et de l'annexe à l'Article D 461-1 du Code du Travail (voir dans les fiches de l'O.P.P.B.T.P).

Mesures préventives minimales :

AIR :

Limiter la dispersion de poussières issues de travaux de démolition, ponçage, tronçonnage, etc ; sinon : port de protections respiratoires.

BRUIT :

Limiter l'utilisation d'appareils bruyants ; sinon : port de protections auditives.

AMBIANCE :

Eviter la production de poussières, vapeurs, produits irritants et/ou toxiques ; sinon : port de protections appropriées.

HYGIENE :

Installer des sanitaires, vestiaires et réfectoires de chantier, conformes à la législation en vigueur.

PRODUITS DANGEREUX :

Fournir, en annexe du P.P.S.P.S., les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre.

Travaux réalisés de nuit :

En cas de travaux de nuit, l'entreprise en charge des prestations ci-après décrites, devra veiller à ce que les personnels de chantier bénéficient des mêmes dispositions relatives à l'Hygiène et à la Sécurité sur le chantier ; et tout particulièrement :

- Accessibilité aux installations de cantonnements,
- Accessibilité au téléphone d'alerte,
- Mode d'alerte visant l'Exploitant,
- Eclairage des circulations et postes de travail,
- etc. ...

Déposes, démolitions et travaux sur ouvrages existants :

L'Entreprise titulaire devra, préalablement, rédiger une consignation de coupure électrique, où apparaîtront, par secteur, les réseaux et équipements restant sous tension. Ces derniers seront dûment et visiblement signalés, sur sites, de façon à prévenir tout risque d'électrisation des intervenants.

Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Pas de bennes à déchets à disposition sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au présent PGC.
- Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses propres déchets.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement et conformément à la réglementation en vigueur.
- Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

Evacuation des déchets

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets	Pas de bennes mises à disposition. Les entreprises sont responsables de leur propre déchets. Les gravats et autres débris seront évacués vers des décharges adaptées après un tri sélectif. L'entreprise fournira un BDS au MOE.	Tous corps d'état
Remplacement des bennes à déchets	Sans objet	Sans objet
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'au centre de tri.	Tout corps d'état
Nettoyage de fin de chantier		A définir
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entreprise générale de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centres de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture, ...).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.



Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers seront évacués suivant les cas vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3 avec bordereau de suivi des déchets.

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets

Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS: Tél. 18 ou SAMU: Tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

En donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER, Etage : Chantier Cstr 12 Pavs., Rue de la vigne à MARLY 57155
Téléphone
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

INFIRMERIE

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;



- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- tout travaux par point chaud ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18 ou 112 avec portable.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou Entreprise générale ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard <u>deux semaines avant son intervention sur le site.</u></p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
PPSPS.		

ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; – de l'entreprise sur les autres intervenants ; – de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS de la phase:</p> <p style="text-align: center;">DEKRA conseil HSE UNITE COORDINATION DE PARIS 34-36 rue Pluchet BP 200 92225 BAGNEUX CEDEX</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1^{ère} catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou et L'entreprise générale ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Ouvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Ouvre</p>	Articles R. 4532-13



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.		

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article L. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.

Annexe(s)

Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage

Annexe 2 : Rappel des Principes Généraux de Prévention

Annexe 3 : Textes Réglementaires (Extrait du décret n° 2003 – 68 du 24 janvier 2003)

Annexe 4 : Appel en cas d'accident

Annexe 5 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements

Annexe 1 - Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>

Annexe 2 : Rappel des Principes Généraux de Prévention

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L. 4121-2 du Code du Travail

1. **Éviter** les risques.
2. **Évaluer** les risques qui ne peuvent pas être évités.
3. **Combattre** les risques à la source.
4. **Adapter** le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci, sur la santé.
5. **Tenir** compte de l'état d'évolution de la technique.
6. **Remplacer** ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
7. **Planifier** la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail.
8. **Prendre** les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle.
9. **Donner** les instructions appropriées aux travailleurs.

Annexe 3 : Textes Réglementaires (Extrait du Code de Travail)

Article L.4532-8

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, **le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.**

Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Article L.4531-1

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, **le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé** mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en oeuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, **les principes généraux de prévention** énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

- 1° De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement ;
- 2° De prévoir la durée de ces phases ;
- 3° De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Article L.4532-9

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.

Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan. Elle le communique au maître d'ouvrage.

Article L.4532-6

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Note aux intervenants :

Le Plan Général de Coordination - P.G.C.- en matière de Sécurité et de Protection de la Santé , établi par le Coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises , y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants. Le P.G.C. CONCERNE L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes, y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants, devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plan Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Des réunions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé pourront être organisées ; les intervenants convoqués seront tenus d'y être présents.

Enfin il est rappelé que, conformément à l'article L. 4532-1 du code du travail : « **L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil** ».


Annexe 4 : Appel en cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez le **S. A. M. U.**

Appel avec **Portable** :

et dites :

 1 5
112

1. **ICI CHANTIER**

Travaux de Construction de 12 pavillons d'Habitation
Rue des vignes
57155 MARLY

Notre n° de téléphone :

2. **PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

Par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : exp. Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITE DE DÉGAGEMENT

3. **SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ÉTAT**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. **FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

A PRÉVENIR IMMÉDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL	01 44 53 30 43	OPPBTP	01 40 31 64 00
M.		M.	
CRAM Service PRÉVENTION	01 40 05 38 16	MÉDECINE DU TRAVAIL	
M.		M.	
Coordonnateur SPS - DEKRA	06 23 02 29 04	L'ENTREPRISE	
M.		M.	

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS **18**

POLICE - GENDARMERIE **17**



Annexe 5 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements

INSTALLATIONS		Durée du Chantier		OBSERVATIONS	REF. REGL.
		< 4 mois	> 4 mois		
VESTIAIRE	Local avec armoires vestiaires. Si chantier exigu, possibilité patères	●		Aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Possibilité d'utiliser des véhicules spécialement aménagés	D. 8.1.65 art. 187 et 188
	Local avec armoires vestiaires		●	Armoires vestiaires ininflammables avec serrures ou cadenas	C.T. R 232.2.2 (*)
RÉFECTOIRE	Local réfectoire	●	●	Aéré, éclairé, chauffé en saison froide.	D. 8.1.65 art. 190
	Appareils de réchauffage ou cuisson	●	●	Tables et chaises en nombre suffisant.	
	Garde-manger	●	●	Nettoyage local et équipement après chaque repas.	C.T. R 232.10.1
	Réfrigérateur	F (**)	●		
EAU	Boisson	●	●	Eau potable, fraîche : 3 l / jour / travailleur	D. 8.1.65 art. 191
	Toilette	●	●	En quantité suffisante. Potable	D. 8.1.65 art. 189
	Chaude		●	Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leurs repas.	C.T. R 232.10.1
SANITAIRES	Lavabos ou rampes pour la toilette. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage	●		Eau courante potable. Si impossible eau courante, brancher sur réservoir. 1 orifice au moins pour 10 pers. Eau à température réglable facultative.	D. 8.1.65 art. 189
	Lavabos. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage		●	Lavabo à eau potable. 1 lavabo pour 10 pers. Au plus. Eau à température réglable.	C.T. R 232.2.3
	Douches	●	●	1 pour 8 pers. Obligatoires si travaux insalubres et salissants.	C.T. R 232.2.4
WC & URINOIRS	Cabinets d'aisances et urinoirs	●	●	Un cabinet et un urinoir pour 20. Papier hygiénique. Chauffés et aérés. Un cabinet au moins avec poste d'eau.	D. 8.1.65 art. 192 C.T. R 232.2.5

(*) C.T. : Code du Travail

(**) F : facultatif